

## LES MISÈRES DU PATRONAT

Jean Jaurès

La Dépêche [de Toulouse], 28 mai 1890

C'est une erreur grave de croire que le socialisme ne s'intéresse qu'à une classe, la classe des ouvriers, des producteurs manuels. S'il en était ainsi, il remplacerait simplement une tyrannie par une tyrannie, une oppression par une oppression. Lorsque Danton disait : « Nous voulons mettre dessus ce qui est dessous, et dessous ce qui est dessus », c'était le mot d'un politicien révolutionnaire excitant les convoitises dans un intérêt passager ; ce n'était pas le mot d'un socialiste. Le socialisme vrai ne veut pas renverser l'ordre des classes ; il veut fondre les classes dans une organisation du travail qui sera meilleure pour tous que l'organisation actuelle. Je sais bien que les meneurs du socialisme le réduisent trop souvent, par des déclamations violentes et creuses, à un socialisme de classe, d'agression, de convoitise ; mais je sais aussi que la vraie doctrine socialiste, telle que les esprits les plus divers l'ont formulée, les Louis Blanc, les Proudhon, les Fourier, est bien plus large et vraiment humaine : c'est le bien de la nation tout entière, dans tous ses éléments sains et honnêtes, qu'elle veut réaliser.

En fait, si l'on va au fond des choses, le système d'individualisme à outrance, d'âpre concurrence, de lutte sans merci qui régit aujourd'hui la production fait presque autant de mal à la classe bourgeoise dans son ensemble qu'à la classe ouvrière. Le patronat a ses misères qui ne sont pas les mêmes que celles de l'ouvrier, qui sont moins apparentes, moins étalées, mais qui souvent sont poignantes aussi.

Tout d'abord, les tout petits patrons sont, d'année en année, après bien des efforts et des souffrances, emportés par la grande industrie. Il y avait, en 1860, dans l'industrie française, 180 mille chevaux-vapeur ; en 1871, il y en a 315 mille ! En 1887, il y en a 748 mille. Cet énorme accroissement du machinisme correspond à la disparition graduelle de la petite industrie, et elle ne va pas sans souffrances pour d'innombrables petits patrons. Ceux qui luttent encore dans un certain nombre d'industries comme la coutellerie, la tannerie, sont menacés : ils ne résistent qu'à force d'économie personnelle et de labeurs ; ils travaillent avec leur petite équipe d'ouvriers, autant qu'eux, plus qu'eux, pour donner l'exemple ; et ils ont de plus des soucis que les ouvriers n'ont pas. Il y a des échéances qui pressent, il y a une baisse soudaine dans la valeur des produits, et le crédit peut se dérober.

De même, dans la moyenne industrie, il y a beaucoup de patrons qui sont à eux-mêmes, au moins dans une large mesure, leur caissier, leur comptable, leur dessi-

nateur, leur contremaître ; et ils ont, avec la fatigue du corps, le souci de l'esprit que les ouvriers n'ont que par intervalles. Ils vivent dans un monde de lutte où la solidarité est inconnue. Jusqu'ici, dans aucun pays, les patrons n'ont pu se concerter pour se mettre à l'abri, au moins dans une certaine mesure, contre les faillites qui peuvent détruire en un jour la fortune et le crédit d'un industriel. Une grève éclate-t-elle, il n'est pas sans exemple que les plus gros industriels qui la peuvent supporter la voient avec une satisfaction parce qu'elle écrasera les autres et qu'ils en recueilleront les dépouilles. Entre tous les producteurs, c'est la lutte sans merci : pour se disputer la clientèle, ils abaissent jusqu'à leur dernière limite, dans les années de crise, le prix de vente des marchandises ; ils descendent même au-dessous des prix de revient ; ils sont obligés d'accorder des délais de paiement démesurés, qui sont pour leurs acheteurs une marge ouverte à la faillite, et s'il leur survient le moindre revers, le banquier aux aguets veut être payé dans les vingt-quatre heures.

De plus, les industriels moyens sont de plus en plus menacés par la coalition des puissants qui, en se syndiquant, disposent des prix, font la loi sur le marché et éliminent la concurrence. Ils ne jouent pas, ils sont même le contraire du joueur, puisqu'ils bâtissent une modeste fortune peu à peu par le travail, mais il y a au-dessus d'eux des fureurs de jeu, de spéculation. Et ces spéculations, auxquelles la moyenne industrie ne prend aucune part, peuvent la ruiner en un jour. Il plaît au Comptoir d'escompte de spéculer : il se ruine, et, sans l'énergie du ministre des finances, il y avait une panique générale. Les maisons de banque étaient obligées de rendre d'énormes dépôts. Dès lors, elles devaient exiger le règlement immédiat de tous les comptes ouverts aux industriels, et nul ne peut dire combien de désastres auraient suivi. Ainsi, par le plus déplorable enchaînement, des hommes de travail sont engagés, malgré eux et à leur insu, dans des péripéties de spéculations qui ne les enrichiront pas si elles réussissent, qui les ruineront si elles échouent.

Aussi, moins vite que la toute petite industrie, mais cependant d'un mouvement certain et inévitable, la moyenne industrie décroît devant la grande industrie et devant l'industrie anonyme. L'industrie anonyme, inconnue en France, il y a soixante ans, y représente aujourd'hui environ la moitié du chiffre d'affaires. Et songez, je vous prie, à combien d'efforts stériles, d'inquiétudes et de défaites définitives correspond cette élimination graduelle du patronat moyen.

La grande industrie aussi a ses soucis et ses charges. Il y a de grandes maisons que tous ou presque tous jugeaient prospères, qui tombent en faillite, en laissant un passif considérable où disparaît quelquefois

l'épargne d'innombrables familles pauvres. Ce n'est pas toujours le désordre des chefs qui entraîne ces grandes ruines. Il a suffi quelquefois, à l'origine, d'une démarche imprévoyante ; et comme aujourd'hui la grande industrie se complique presque inévitablement de spéculations et de jeu, comme il n'y a presque plus dans les sucres, les laines, les fontes, de grand producteur qui ne soit un grand spéculateur, il y a de puissantes fortunes qui peuvent être compromises en quelques jours. Ce qu'il y a de plus affligeant dans plusieurs des grosses faillites qui se produisent, c'est que, bien souvent, elles remontent en fait à dix ans en arrière. Depuis dix ans, la maison ne vit plus que d'expédients secrets, et chacun de ces expédients est une capitulation de conscience. L'industriel espère se sauver et il fait des victimes de plus ; puis, il en fait encore pour retarder l'heure de la chute inévitable. Sa conscience décroît avec ses chances de salut, et il se trouve ainsi que d'honnêtes gens finissent par laisser leur honnêteté même sous les ruines de leur maison. Il doit y avoir là bien des drames de conscience et des souffrances cachées auprès desquelles toute autre souffrance est peu de choses.

Mais voici ce qu'il y a de plus triste dans la condition du patronat. Si tous ces hommes acceptent ainsi de se surcharger de travail, de responsabilités et de soucis, c'est avec le seul espoir de faire fortune, et le plus possible. Il ne s'agit pas pour eux de gagner de l'argent modérément ou suffisamment ; il s'agit pour eux et nécessairement de gagner le plus d'argent possible ; ils ne pourraient pas supporter la tension nerveuse à laquelle beaucoup d'entre eux sont condamnés, s'ils limitaient leur ambition. Comme ils peuvent tout perdre dans une crise et qu'il n'y a pas de limite à leur ruine, ils ne peuvent pas non plus accepter qu'il y ait de limite à leurs espérances de gain. Des inquiétudes sans mesure d'un côté, des ambitions mesurées de l'autre, laisseraient leur âme boiteuse, et ils s'arrêteraient en chemin. De plus, s'ils ne se proposaient pas de porter leurs bénéfices au maximum, ils perdraient leur partie dans la mêlée générale ; car, à côté d'eux, il y en a d'autres qui, eux, portant leurs bénéfices au maximum, écraseraient bientôt les plus modérés par une accumulation supérieure de capitaux. Un général qui ne pousserait pas jusqu'au bout tous ses avantages, qui arrêterait sa victoire à mi-chemin et ne changerait pas en déroute, là où il le peut, la défaite de ses ennemis, ne tarderait pas à perdre la partie. De même, dans la mêlée des intérêts, l'industriel qui ne prétendrait pas au plus de bénéfices possibles ne tarderait pas à être vaincu.

Lorsque les ouvriers accusent les patrons d'être des jouisseurs qui veulent gagner beaucoup d'argent pour

s'amuser, ils ne comprennent pas bien l'âme patronale. Sans doute, il y a des patrons qui s'amuse, mais ce qu'ils veulent avant tout, quand ils sont vraiment des patrons, c'est gagner la bataille. Il y en a beaucoup qui, en grossissant leur fortune, ne se donneront pas une jouissance de plus ; en tout cas, ce n'est point surtout à cela qu'ils songent. Ils sont heureux, quand ils font un bel inventaire, de se dire que leur peine ardente n'est pas perdue, qu'il y a un résultat positif, palpable, que de tous les hasards il est sorti quelque chose, et que leur puissance d'action s'est accrue.

Oui, mais s'il en est ainsi, la condition même du patronat, sa loi, sa vie, c'est d'obtenir de tous les instruments de travail qu'il manie le maximum de rendement net. Or, parmi ces instruments de travail, il y a des hommes, et, je le répète, la condition vitale du patronat dans l'organisation sociale actuelle, c'est de donner à ces hommes le moins possible, et d'en obtenir le plus possible.

Les salaires, les heures de travail, tout cela figure sur les livres de comptes avec le prix des matières premières et l'amortissement de l'outillage. La vie, la santé, la joie, la culture intellectuelle et morale de millions de familles, tout cela, dans l'organisation actuelle du travail, qui n'est que combat, n'est plus qu'un chiffre avec d'autres chiffres. Dans notre société mauvaise, le patronat, en alignant des colonnes de chiffres, ne voit pas, ne doit pas voir qu'il aligne des souffrances humaines.

Je sais bien qu'il y a des progrès dans l'hygiène, dans le salaire ; mais ces progrès sont imposés par les mœurs générales, par l'opinion, par la politique. Sauf quelques exceptions, ils ne viennent pas, ils ne peuvent pas venir de l'initiative patronale. Où sont, dans l'ensemble du monde, les patrons qui, dans la période de grande prospérité, ont songé à instituer des caisses de retraite ? Les compagnies minières qui l'ont fait, et bien imparfaitement, ont vu là surtout un moyen nouveau de discipline. Où sont les industries qui ont pris l'initiative de relever les salaires quand elles le pouvaient ? Toutes ont attendu d'y être contraintes par des réclamations concertées. Les heures de travail n'ont été réduites en Angleterre, aux États-Unis, qu'après d'immenses mouvements ouvriers ou par des actes législatifs. Quand des industriels gardent leur personnel pendant des périodes de chômage, comme les patrons alsaciens s'en faisaient un titre, naguère, ce n'est pas, ce ne peut pas être, au moins dans l'ensemble, par pure philanthropie ; c'est qu'ils ont intérêt à garder rassemblés et bien en main leurs ouvriers pour l'heure de la reprise. Et ne croyez pas, je vous en supplie, que j'accuse les patrons. Quand les ouvriers les outragent ou les haïssent, les ouvriers se trompent, les ouvriers ont tort. Ce ne sont pas les patrons qui font cette loi, ils la subissent. Et je considère comme une des plus grandes

misères du patronat d'être réduit à ne voir au fond dans les hommes que des éléments. J'en connais parmi les meilleurs qui sont sans cesse partagés entre le désir de faire pour leurs ouvriers plus qu'ils ne font et la crainte, s'ils le font, d'être accablés par un rival. J'en connais qui sont, comme hommes, charitables, humains, démocrates, et qui, comme patrons, cèdent à la loi inexorable du patronat.

Je ne dis pas que les vertus individuelles ne puissent, en quelque façon, réagir sur le système, et les ouvriers font bien la différence de ceux qui sont bons avec eux et de ceux qui ne le sont pas. Mais il ne peut pas y avoir un amalgame profond des vertus individuelles et d'un système de travail qui n'est pas fondé avant tout sur le respect de l'homme. La production capitaliste fonctionne suivant ses lois comme une machine, et il est impossible aux meilleurs des hommes, le voulusent-ils, de faire passer leur âme dans cette machine. C'est ce qui explique le trouble d'esprit et l'incertitude de conscience où j'ai vu quelques grands produc-

teurs. Ils sentent que leurs intentions sont bonnes, qu'individuellement ils ne peuvent pas faire plus qu'ils ne font ; et ils s'irritent contre les attaques, les hostilités ou les méfiances. Et, d'autre part, ils sentent bien que le système dont ils sont un des rouages est un système de métal qui traite des millions d'hommes comme une matière première. De là, dans l'âme des meilleurs, une sorte d'inquiétude morale, qui vient s'ajouter aux soucis d'une responsabilité continue.

Non, en vérité, le patronat, tel que la société actuelle le fait, n'est pas une condition enviable. Et ce n'est pas avec les sentiments de colère ou de convoitise que les hommes devraient se regarder les uns les autres, mais avec une sorte de pitié réciproque qui serait peut-être le prélude de la justice. Ce n'est pas une oeuvre de haine, ce n'est pas une oeuvre de classe que le socialisme entreprend en proposant aux hommes une autre organisation du travail ; c'est une oeuvre humaine, qui profitera aussi bien en définitive à la bourgeoisie qu'au peuple.